Vol. VI : 561-5

Circulaire n° IV 68-407 du 14 octobre 1968

(Pédagogie, Enseignements scolaires et Orientation : bureau ES 3)

Objet : **Instructions relatives à l'enseignement de l'initiation aux faits économiques et sociaux dans les classes terminales.**

Les principes généraux de l'enseignement économique et social, qui s'inscrit parmi les disciplines fondamentales définissant l'une des sections du second cycle (AB en classe de Seconde, B en classes de Première et Terminales), ont été formulés par la circulaire n° IV 67-446 du 12 octobre 1967 (1)), publiée au *B.O.* n° 42 du 9 novembre 1967. Il conviendra de s'y reporter aussi pour l'analyse des programmes de Seconde et de Première et pour les indications pédagogiques et bibliographiques qui concernent ces deux classes.

L'année scolaire 1968-1969 va permettre d'achever, du moins sous une forme provisoire, la mise en place de l'enseignement économique et social, en l'étendant aux classes terminales. Il y conservera, comme dans les classes précédentes, un caractère expérimental ; son contenu et ses méthodes continueront à être précisés, et modifiés au besoin, en collaboration avec les professeurs, d'origines diverses, qui sont appelés à le donner, et notamment du fait des conclusions qui pourront être tirées des stages organisés à leur intention. Dans l'immédiat, son programme est déterminé, pour la présente année scolaire, par la circulaire n° IV 68 345 du 6 septembre 1968 (2) publiée au *B.O.* n° 31 du 12 septembre 1968. On trouvera ci-après un premier ensemble d'indications destinées à faciliter sa mise en application.

I. — Equilibre du programme

Sur un total évalué à un minimum d'une centaine d'heures, il paraît possible de consacrer respectivement :

— au moins une douzaine d'heures à l'introduction ;

— une quarantaine d'heures à la première partie (Niveaux de développement et systèmes économiques et sociaux), soit par exemple (cette répartition n'étant elle aussi proposée qu'à titre indicatif) deux heures à la définition générale des systèmes libéral et socialiste ; seize heures aux divers types de développement en économie libérale ; six heures au développement de l'U.R.S.S. ; seize heures aux types de pays en voie de développement ;

— seize heures à la seconde partie (Analyse d'ensemble de la croissance économique) ;

— seize heures à la troisième partie (Le changement social) ;

— seize heures à la quatrième partie (Les relations internationales).

II. — Démarrage de l'année scolaire

A) Il semblera particulièrement souhaitable, cette année, d'étoffer l'*introduction générale* du programme de Terminale, pour marquer forte-

(1) R.L.R. vol. VI : 561-6.
(2) R.L.R. vol. VI : 561-5.

sera l'occasion de combler cette lacune), pourra servir de point de départ : on montrera que l'histoire économique de notre temps, et des temps plus ou moins proches, permet de déceler, à côté de mouvements conjoncturels d'expansion et de récession, eux-mêmes différents par leur durée, leur rythme, leur nature, leurs effets, un mouvement de fond, observable sur une longue période, qu'il est habituel de désigner du nom de *croissance*, mais qui se manifeste à bien des égards d'une façon variée et avec une ampleur inégale. On commencera par dégager quelques critères simples de ce mouvement de croissance :

— l'augmentation des quantités physiques, du volume de la production (il suffira d'en donner un petit nombre d'exemples : ceux de quelques grands produits tels que le blé, le pétrole, l'acier, à la fois au niveau mondial et pour quelques pays caractéristiques, en se référant à des dates elles aussi significatives, comme 1913, 1938, 1968) ;

— l'augmentation de ce même volume de production, sur les mêmes exemples, rapportée à celle de la population (ce qui permettra déjà d'affiner la notion de croissance économique en la confrontant à la notion de croissance démographique, et d'aborder ainsi la notion de produit par tête ou par habitant) ;

— l'augmentation du produit national brut (pour quelques pays et depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ou depuis une date plus haute quand c'est possible), que l'on distinguera explicitement de l'augmentation de telle ou telle production spécifique et que l'on évaluera, comme précédemment, et dans sa masse globale, et dans son quantum par habitant.

Ces premières constatations doivent amener les élèves à l'idée, très simple elle aussi, qu'un même taux d'augmentation revêt un sens différent selon la réalité à laquelle il s'applique. On pourra donc enchaîner sur la présentation des rapports entre la croissance économique et les *changements de structures* qui l'accompagnent :

— changements dans la *composition de la production*, mesurée d'une part à la répartition du P.N.B. entre les trois grands secteurs d'activité primaire, secondaire et tertiaire, d'autre part à la répartition de la population active entre ces mêmes secteurs (cette étude s'appuyant sur le rappel d'éléments des programmes de Seconde et de Première) ;

— changements, permettant une appréciation plus précise de la croissance, dans l'importance relative de quelques grandes branches d'activité (importance estimée de nouveau, soit selon la répartition du P.N.B., soit selon celle de la population active ; on pourra ainsi isoler et opposer, au sein même d'une économie globalement en expansion, des secteurs qui se placent en tête du mouvement, et peuvent exercer sur lui un effet d'impulsion, et des secteurs qui restent à la traîne ou éprouvent des difficultés à suivre le train) ;

— distorsions régionales, liées aux modifications précédemment signalées, et sensibles elles aussi à l'intérieur d'un espace national dont l'économie apparaît comme soumise dans son ensemble au phénomène général de croissance ;

— transformations corrélatives de la structure des entreprises (concentration) et de la *composition socio-professionnelle de la population*, ainsi que de l'équilibre des groupes sociaux (par exemple, développement du salariat).

Cette approche initiale de la croissance sera menée, à tous ses niveaux, par la comparaison concrète et, dans toute la mesure du possible, chiffrée, de situations différentes selon les dates et selon les pays considérés.

Quand on aura mesuré de la sorte la signification de la notion de croissance et repéré les principaux changements structurels auxquels elle est liée, il apparaîtra naturellement que le monde d'aujourd'hui présente d'évidentes *inégalités de développement*, dont on pourra dresser une carte sommaire en se référant aux grandes disparités du P.N.B. par habitant ; mais aussi que cette notion appelle des nuances et des corrections importantes, que les chiffres ne signifient pas tout, qu'il existe, à côté de *stades de développement* (plus ou moins susceptibles d'une définition quantitative) des *formes de développement* (qualitativement diverses). Des exemples pourraient être fournis, notamment, par les choix différents faits aux Etats-Unis et en U.R.S.S. en matière de biens d'appropriation individuelle et de services d'intérêt collectif, par le rôle des dépenses de luxe ou du prestige dans certaines économies pauvres, etc... Il conviendra, à cet égard, de montrer l'importance de la répartition sociale du P.N.B. et par conséquent la valeur plus ou moins significative que peut offrir, selon les cas, sa moyenne par habitant.

Ici encore, cette introduction au programme de Terminale donnera assez aisément l'occasion de combler les lacunes qu'aura pu présenter l'étude de la fin du programme de Première, en particulier, cette fois, celle des problèmes de la production et de la répartition dans le cadre d'une économie nationale.

B) La *première partie* du programme propose — avant l'essai d'*analyse* économique, puis sociale, auquel sont consacrées les deux parties suivantes — un *tableau* des principaux *niveaux de développement* atteints dans les systèmes différents qui se partagent aujourd'hui le monde, et des modalités particulières qui y ont conduit, pour chacun des quelques « échantillons » retenus.

Elle doit logiquement partir d'une définition générale de ces systèmes, réduits, sans insistance excessive sur les divergences, les nuances et les variantes politiques ou idéologiques, aux *deux grands types fondamentaux du libéralisme et du socialisme*. Cette définition mettra en lumière à la fois les oppositions majeures qui les séparent et les problèmes communs qui se posent pour l'un comme pour l'autre : problème de l'accumulation du capital et de son emploi ; problèmes de la mobilisation du travail et de la formation des travailleurs ; problèmes de l'innovation et du progrès scientifique et technologique.

L'essentiel, une fois tracé ce cadre d'ensemble, est d'éviter que la présentation des exemples successivement retenus ne tourne à une juxtaposition de monographies qui feraient double emploi avec un cours d'histoire ou de géographie économique — alors que ces disciplines doivent évidemment prêter un appui aussi solide que possible à l'étude entreprise ici (et il y aura lieu d'exploiter au maximum les convergences et les regroupements de programmes et d'enseignements qui pourront permettre cette collaboration), mais non lui imposer leurs méthodes ni leurs perspectives.

En fait, il ne s'agira jamais de reconstituer le récit continu d'une expérience nationale de développement (inséparable de tout un contexte

d'événements de toute nature qu'il n'y a pas lieu de retenir pour notre propos), ni d'en dresser le tableau, complètement articulé et minutieusement subdivisé dans toutes ses composantes territoriales (ce qui aboutirait à une « régionalisation » tout aussi déplacée). Ce qui importe, c'est de fournir aux élèves un jeu de références suffisant pour les mettre en état de situer, à propos de chacun des cas étudiés :

— *l'ancienneté relative* et la marche dans le temps de l'industrialisation (sans qu'il y ait lieu de rechercher une « périodisation » systématique, un moment précis de « décollage », etc.) ;

— le style du développement, selon qu'il est plus ou moins marqué par l'action des *forces économiques et sociales spontanées* et par celle de *l'Etat*, par la multiplication des entreprises individuelles ou par leur concentration, etc. ;

— les résultats du développement, *le degré et les formes de développement actuellement* atteints, les problèmes qui en découlent.

Ces considérations peuvent sans doute éclairer le choix des exemples proposés — si arbitraire et si lacunaire qu'il reste, nécessairement. Il paraît naturel, quant aux types de développement en économie libérale, de retenir d'abord le *Royaume-Uni et la France*, pays dont l'industrialisation a été la plus ancienne, sans doute la plus profondément individualiste et libérale, mais peut paraître aujourd'hui, soit incomplète, soit à certains égards dépassée, tout en laissant place à d'intéressantes tentatives de rajeunissement ; puis de grouper (sans négliger pour autant leurs différences) *l'Allemagne et le Japon*, dont la croissance a été plus tardive ou plus ramassée dans le temps, plus directement soutenue par l'Etat, du moins dans certaines de ses étapes, plus fortement caractérisée par les phénomènes de concentration, et a présenté aussi, dans la période récente, des aspects plus vigoureux ; enfin d'examiner à part le cas des *Etats-Unis*, dont la taille même est déjà, parmi d'autres, un élément d'originalité. Il est également normal de prendre *l'U.R.S.S.* comme modèle du développement d'une économie socialiste et planifiée. La présentation des pays en voie de développement est certainement plus difficile à organiser. La diversité des cultures, en particulier, rend ici malaisé le choix de véritables « modèles ». Du moins semble-t-il possible de chercher les grandes lignes d'un classement, à défaut d'une typologie, en distinguant un pays dont la croissance est indiscutablement amorcée, comme *le Mexique*, de ceux qui demeurent davantage des pays « pauvres » ; en séparant, parmi ces derniers, ceux qui souffrent de « *surpeuplement* », comme *l'Inde*, et ceux qui sont au contraire « sous-peuplés », comme la plupart des pays *d'Afrique Noire ;* et en insistant sur l'importance des choix socio-politiques, des régimes, importance dont *la Chine* fournit une preuve évidente.

Ainsi comprises, l'introduction générale et la première partie du programme occuperont vraisemblablement une bonne moitié de l'horaire globalement disponible. L'expérience acquise au cours de leur étude, et les confrontations auxquelles elle pourra donner lieu au cours des stages, permettront d'envisager ultérieurement l'interprétation à élaborer et les méthodes à appliquer pour les autres parties du programme.

III. — Baccalauréat 1969

Bien que les textes relatifs au baccalauréat de la session de 1969 n'aient pas encore été publiés, on peut tenir pour certain que l'initiation économique et sociale, caractéristique de la section B, fera l'objet d'une épreuve écrite.

Dans cette perspective, on orientera la préparation des élèves — en dehors des travaux pratiques, de nature diverse, dont le rôle et la conception ont été définis, dans des termes toujours actuels, par la circulaire précitée du 12 octobre 1967 — vers une épreuve combinant les qualités probantes d'une dissertation et d'un commentaire de documents. De la première, on retiendra les exigences de construction, de mise en ordre et de rédaction : il s'agira, non pas de répondre à une série de questions isolées, mais de traiter *un* problème (dont la formulation, simple, mais, autant que possible, originale, ne coïncidera pas avec celle d'une « question de cours ») ; il conviendra de manifester, d'abord, qu'on l'a compris, en le posant d'une façon claire et réfléchie, puis d'en articuler le développement selon un plan, non pas conforme à telle ou telle tradition rhétorique de la division des devoirs en deux, trois ou *x* parties, mais net, adéquat au sujet, logiquement organisé ; il conviendra enfin de témoigner, tout au long de cet exercice, d'un maniement correct de la langue et des moyens d'expression dont le baccalauréat a, entre autres, pour but de vérifier l'acquisition. Pour aider les candidats, limiter l'effort de mémoire (indispensable, dans une mesure raisonnable) qui leur est tout de même demandé, éviter, autant que possible, que leurs facultés de raisonnement ne s'exercent dans le vide ou dans le vague ; on leur fournira d'autre part une documentation dont la forme et la nature pourront varier (textes, statistiques, cartes, diagrammes...), dont le contenu ne recouvrira pas nécessairement la totalité du sujet proposé, et dont ils devront se servir (dans le corps même du devoir, et non pas en annexe) comme d'un ensemble de références destinées à nourrir leur réflexion et à asseoir leur travail sur des bases positives, sans y chercher un prétexte à paraphrase ou à commentaire systématique et détaillé.

Cette formule est donc celle d'une dissertation appuyée sur un dossier. Elle paraît concilier au mieux le respect de la personnalité des candidats, laissés libres d'en fournir la preuve en choisissant eux-mêmes leur argumentation et leur méthode d'exposition, et la nécessité de contrôler leurs connaissances et leurs aptitudes. Envisagée déjà au cours des stages organisés en 1967-1968, expérimentée lors des concours généraux de première et de terminale et, là où elles ont eu lieu, c'est-à-dire dans certains centres d'outre-mer ou de l'étranger, lors des épreuves écrites du baccalauréat en 1968, elle pourra, bien entendu, recevoir les aménagements et les améliorations que rendraient éventuellement nécessaires, soit les réformes à venir, concernant l'examen dans son ensemble, soit les échanges de vues qui donneront prochainement aux professeurs l'occasion d'exprimer leurs opinions et leurs désirs.

IV. — Bibliographie indicative

On trouvera sous cette rubrique des indications à la fois relativement nombreuses et, bien entendu, incomplètes : d'une part, en effet, il a paru souvent opportun de signaler plusieurs titres portant sur le même sujet et faisant plus ou moins double emploi, mais dont l'un ou l'autre peut être le seul à exister dans telle ou telle bibliothèque ; d'autre part, on n'a retenu que des travaux écrits ou traduits en langue française, et concernant, soit des problèmes d'ordre général, soit des questions à traiter au cours du premier semestre. Des compléments d'information seront fournis (en particulier lors des stages) et diffusés ultérieurement.

Il demeure entendu que la présente bibliographie est destinée aux professeurs ; ce n'est qu'exceptionnellement que quelques-uns des ouvrages qu'elle mentionne pourraient être conseillés aux élèves pour leurs lectures personnelles.

A) Bibliographie générale

1° *Ouvrages généraux récemment publiés*

— R. Mossé : Introduction à l'économie, Payot, 1968.
— H. Krier et J. Le Bourva : Economie politique, tome I, Colin (Coll. U), 1968.
— H. Mendras : Eléments de sociologie, Colin (Coll. U), 1968.

2° *Recueils statistiques*

— Annuaire démographique, Nations unies, New York.
— Annuaire statistique, Nations unies, New York.
— Images économiques du monde, S.E.D.E.S. (un volume par an).
— Annuaire statistique publié par la Statistique générale de la France, puis par l'I.N.S.E.E. (et notamment les Annuaires rétrospectifs publiés en 1951, 1961 et 1966).
— Publications de l'O.E.C.E. - O.C.D.E.
— Publications de l'Office statistique des Communautés européennes.

3° *Histoire du développement*

— Histoire générale des civilisations, publiée sous la direction de M. Crouzet, P.U.F. (plusieurs rééditions) :
Tome VI (R. Schnerb) : Le XIX^e^ siècle ;
Tome VII (M. Crouzet) : L'Epoque contemporaine.
— Ch. Morazé : Les bourgeois conquérants. Colin. (Coll. Destins du monde), 1957.
— J.A. Lesourd et Cl. Gérard : Histoire économique (XIX^e^ et XX^e^ siècles), Colin (Coll. U), 2 volumes, 1963 (réédités depuis).
— Ch. Ambrosi, M. Baleste et M. Tacel : Histoire et géographie économiques des grandes puissances à l'époque contemporaine, tome I, Delagrave, 1967.
— A. Philip : Histoire des faits économiques et sociaux de 1800 à nos jours, Aubier, 2 volumes, 1963 (réédités depuis).
— M. Niveau : Histoire des faits économiques contemporains, P.U.F. (Coll. Thémis), 1966.
— F. Sternberg : Le conflit du siècle (capitalisme et socialisme à l'épreuve de l'histoire), traduction française, éditions du Seuil, 1958.

4° *Description et théorie du développement*

a) *Manuels.*
— B. Cazes : La vie économique, Colin (Coll. U), 1965.
— A. Marchal : Systèmes et structures économiques, P.U.F. (Coll. Thémis), plusieurs rééditions.
— A. Garrigou-Lagrange et R. Passet : Systèmes et structures (politiques de développement), Dalloz, 1965.

b) *Etudes d'ensemble.*
— R. Aron : Dix-huit leçons sur la société industrielle, Gallimard (Coll. Idées), 1962.
— R. Aron : La lutte de classes (Nouvelles leçons sur les sociétés industrielles), Gallimard (Coll. Idées), 1964.
— R. Aron : Démocratie et totalitarisme, Gallimard (Coll. Idées), 1965.

— R. Aron : Trois essais sur l'âge industriel, Plon, 1966.
— R. Barre : Le développement économique (analyse et politique), Cahiers de l'I.S.E.A. n° 66, avril 1958.
— R. Barre : Sur les limites d'une théorie économique de la croissance, Revue d'Economie politique n° 68-3, 1958.
— C. Clarck : Les conditions du progrès économique, traduction française, P.U.F., 1960.
— J. Fourastié : Le grand espoir du XX^e siècle, Gallimard, 1963.
— J. Fourastié : La civilisation de 1975, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), 1959.
— J. Fourastié : Les quarante-mille heures, Laffont, 1965.
— W.A. Lewis : La théorie de la croissance économique, Payot, 1963.
— P. Maillet : La croissance économique, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), 1966.
— A. Piatier : Les inégalités du développement démographique et économique (Encyclopédie française, tome XI, La vie internationale, 1957).
— J. Schumpeter : Capitalisme, socialisme et démocratie, traduction française, Payot, 1961.
— P. Bairoch : Révolution industrielle et sous-développement, S.E.D.E.S., 1963.
— J.K. Galbraith : L'ère de l'opulence, traduction française, Plon, 1959.

c) *Aspects sociaux.*

— Transformations sociales et développement économique, U.N.E.S.C.O., 1962.
— A. Girard : La réussite sociale, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), 1967.
— B.F. Hoselitz et W.E. Moore : Industrialisation et société, Mouton, 1963.
— W.F. Wertheim : La religion, la bureaucratie et la croissance économique (l'Economique et les Sciences humaines, Dunod, 1957, tome I, pp. 201-214).

d) *Aspects démographiques.*

Cf. indications données pour la classe de seconde et, notamment :
— A. Sauvy : La population, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), plusieurs réditions.
— A. Armengaud : Démographie et sociétés, Stock, 1966.
— M. Reinhard, A. Armengaud, J. Dupaquier : Histoire de la population mondiale, nouvelle édition, Domat-Montchrestien, 1968.

5° *Conjonctures et fluctuations économiques*
(liaison avec le programme de première)

— M. Flamant et J. Singer-Kérel : Crises et récessions économiques, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), 1968.
— H. Guitton : Fluctuations et croissance économiques, Dalloz, 1964.
— L.H. Dupriez : Des mouvements économiques généraux, nouvelle édition, 2 volumes, Louvain-Paris, Nauwelaerts, 1966.
— G. Imbert : Des mouvements de longue durée, Kondratieff, Aix-en-Provence, La Pensée universitaire, 1959.

Les deux premiers de ces ouvrages sont d'accès facile, les deux autres plus techniques. Il reste indispensable de se reporter d'autre part à quelques pages classiques de :

— C.E. Labrousse : La crise de l'Economie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution, P.U.F., 1944 (tome I, seul publié) notamment pp. VII-LII, 166-185 et (pour le vocabulaire statistique) 193-203, dont la valeur exemplaire dépasse largement le sujet précis.

B) **Bibliographie de la première partie du programme** (Niveaux de développement et systèmes économiques et sociaux).

1° *Europe (aspects généraux)*

— Etudes sur la situation économique de l'Europe en 1961, tome 2, Facteurs de la croissance économique en Europe, Genève, Nations-unies.
— Etudes et conjoncture, novembre 1958.
— P. Drouin : L'Europe du Marché commun, nouvelle édition, Julliard, 1968.

2° *Royaume-Uni*

— A. Demangeon : Les îles britanniques (géographie universelle), Colin, 1927.
— A. Siegfried : La crise britannique au XX^e siècle, Colin, 1931.
— J. Lhomme : La politique sociale de l'Angleterre contemporaine (salaires, coût de la vie, emploi), P.U.F., 1953.
— F. Crouzet : L'Economie du Commonwealth, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), 1956. A préférer au volume plus récemment publié sous le même titre dans la même collection.
— Cl. Chaline : Géographie des îles britanniques, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?); nouvelle édition, 1966.
— Cl. Chaline : L'Economie britannique, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), nouvelle édition, 1966.
— Cl. Chaline : Le Royaume-Uni et la République d'Irlande, P.U.F. (Coll. Magellan), 1966.

3° *France*

— Ch. Morazé : La France bourgeoise (XVII^e - XX^e siècles), Colin, 1947.
— G.P. Palmade : Capitalisme et capitalistes français au XIX^e siècle, Colin, 1961.
— A. Sauvy : Histoire économique de la France entre les deux guerres, Fayard, tomes I et II, 1965-1967.
— J.M. Jeanneney : Forces et faiblesses de l'Economie française, Colin, deuxième édition, 1959.
— P. George : La France, P.U.F. (Coll. Magellan), 1967.
— J. Marczewski : Histoire quantitative de l'Economie française, Cahiers de l'I.S.E.A., plusieurs fascicules parus (tenir compte des remarques de P. Vilar, *Revue historique*, avril 1965, pp. 293-312).
— P.M. de La Gorce : La France pauvre, Grasset, 1965.
— Darras : Le partage des bénéfices (expansion et inégalités en France), Editions de Minuit, 1966.

4° *Allemagne*

Peu de travaux utilisables en français ; en dehors des ouvrages généraux, on pourra se reporter à :

— M. Baumont : La grosse industrie allemande et le charbon, Dain, 1928.

— D. Pasquet : Histoire politique et sociale du peuple américain, Picard, 3 volumes, 1924-1931.

— A. Siegfried : Les Etats-Unis d'aujourd'hui, Colin, 1927.

— A Siegfried : Tableau des Etats-Unis, Colin, 1954.

— S.B. Clough : Histoire économique des Etats-Unis depuis la guerre de Sécession, traduction française, P.U.F., 1953.

— H.U. Faulkner : Histoire économique des Etats-Unis, traduction française, P.U.F., 2 volumes, 1959.

— J.K. Galbraith : Le capitalisme américain (le concept du pouvoir compensateur), traduction française, Génin, 1956.

— J.K. Galbraith : Le nouvel Etat industriel (essai sur le système économique américain), traduction française, Gallimard, 1967.

7° *U.R.S.S.*

— Ch. Bettelheim : La planification soviétique, Rivière, 3e édition, 1945.

— Ch. Bettelheim : L'Economie soviétique, Sirey, 1950 (tome XII du Traité d'Economie politique de G. Pirou).

— S. Prokopovicz : Histoire économique de l'U.R.S.S., traduction française, Flammarion, 1952.

— P. George : U.R.S.S., Haute-Asie, Iran, P.U.F. (Coll. Orbis), troisième édition, 1962.

— P. George : L'Economie de l'U.R.S.S., P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), dixième édition, 1965.

— Ph. J. Bernard : Destin de la planification soviétique, Editions ouvrières, 1963.

— A. Nove : L'Economie soviétique, traduction française, Plon, 1963.

— H. Denis et M. Lavigne : Les prix en Union soviétique, Cujas, 1965.

8° *Pays en voie de développement (études générales)*

— G. Myrdal : Théorie économique et pays sous-développés, traduction française, Présence Africaine, 1959.

— F. Perroux : L'Economie des jeunes nations, P.U.F., 1962.

— E. Gannagé : Economie des jeunes nations, P.U.F., 1962.

— R. Gendarme : La pauvreté des nations, Cujas, 1963.

— Ch. Bettelheim : Planification et croissance accélérée, Maspéro, 1964.
— J. Austruy : Le scandale du développement, Rivière, 1965.
— Y. Lacoste : Géographie du sous-développement, P.U.F. (Coll. Magellan), 1965.
— Y. Lacoste : Les pays sous-développés, P.U.F. (Coll. Que sais-je ?), cinquième édition, 1966.
— G. Balandier et divers : Le tiers monde, P.U.F., 1956, réédité.
— G. Balandier : Afrique ambiguë, Plon, 1957.
— J.M. Albertini : Les mécanismes du sous-développement, Editions ouvrières, 1967.
— P. Bairoch : Diagnostic de l'évolution économique du tiers monde, Gauthier-Villars, 1967.

Pour le ministre et par délégation,
Le directeur de la Pédagogie,
des Enseignements scolaires et de l'Orientation :
H. GAUTHIER.

Vol. X : 901-1

Circulaire n° IV 68-406 du 14 octobre 1968

(Pédagogie, Enseignements scolaires et Orientation : bureau ES 5)

aux Recteurs, aux Inspecteurs d'académie

Objet : **Echanges de professeurs avec la Grande-Bretagne et l'Autriche pour l'année scolaire 1969-1970.**

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les dispositions de la circulaire n° IV 67-15 du 11 janvier 1967, publiée au *Bulletin officiel* n° 3, sont reprises pour l'année scolaire 1969-1970.

Les dossiers des candidats aux échanges annuels et trimestriels (premier et deuxième trimestres scolaires) accompagnés des notices réglementaires dont un modèle est joint à la présente circulaire devront parvenir au ministère de l'Education nationale - direction de la Pédagogie, des Enseignements scolaires et de l'Orientation - Service des enseignements généraux - Bureau ES5 -110, rue de Grenelle - Paris (7e) le 17 février au plus tard.

Messieurs les Recteurs et Messieurs les Inspecteurs d'académie sont invités à assurer la plus large diffusion à la présente circulaire dès sa réception et à demander aux chefs d'établissement de la communiquer aux professeurs de langues vivantes (anglais et allemand).

Pour le ministre et par délégation,
Le directeur de la Pédagogie,
des Enseignements scolaires et de l'Orientation :
H. GAUTHIER.